

François Bayrou : "Si Centre il y a, ça veut dire indépendance, et j'en suis le garant"

[Mouvement Démocrate](#)

François Bayrou était l'invité de Laurence Jousserandot sur France Info, ce lundi 10 mai.

France Info : Bonsoir François Bayrou, président du Mouvement Démocrate. On ne vous a pas beaucoup entendu depuis les élections régionales ; le plan de soutien à la zone euro décidé par Bruxelles avec le FMI pour éteindre l'incendie et redresser l'euro, ça a fonctionné aujourd'hui c'est un premier succès ?

François Bayrou : C'était un plan qui aurait dû intervenir il y a 3 mois et le fait qu'il ne soit pas intervenu il y a 3 mois, ça nous a coûté peut-être 300 milliards. C'est une décision bienvenue, au fond, et on attendait 2 choses : une solidarité entre européens qui soit suffisamment importante pour qu'on essaie de ne pas attaquer un des membres de la zone euro pour faire exploser l'ensemble. De ce point de vue là on a trouvé la bonne gamme 750 à 800 milliards c'est une somme astronomique. Et deuxièmement on attendait que la BCE joue le rôle qu'elle devrait jouer quand les états ont besoin d'emprunter. Jusqu'à maintenant, la BCE ne prêtait pas d'argent aux Etats quand ils en avaient besoin. On a fait un changement de cap significatif, ces décisions ont été bien inspirées mais trop tard, et ce trop tard nous coûte cher.

FI : Vous pensez que la contagion va être évitée ou ne faire que panser les plaies ?

FB : Il me semble que la question est difficile et délicate, mais je vais essayer de vous répondre franchement. Il me semble que c'est un répit trouvé, j'allais dire acheté et l'on voit bien la réaction des marchés, c'est à dire les bourses. Mais ce n'est pas la réponse au problème, car la cause du problème c'est que le bon sens a disparu. Le bon sens a disparu car on a accepté de vivre totalement à crédit et ça nous a plongé nous les Français et Européens, ça nous a plongé dans une situation de fragilité excessive. On est pour ainsi dire obligé de garder notre train de vie et de réemprunter pour alimenter notre dette et cela ne sera pas corrigé par les décisions prises en Europe. Et la seule certitude, c'est que les centaines de milliards mobilisés vont nous obliger les pays de l'Europe et la France en premier lieu à devenir sérieux. Tant qu'on n'aura pas corrigé ces déséquilibres on aura des accidents qui nous ruineront. On a besoin que le bon sens et que le sérieux se trouvent à leur place dans les affaires publiques.

FI : Voilà concrètement une décision prise par Nicolas Sarkozy, qui a eu une influence déterminante de ce point de vue là. Vous êtes satisfait ?

FB : En tout cas je suis heureux quand les choses vont dans le bon sens. Tout ce qui est fait est bien; arrêtons de tirer la couverture, arrêtons de voir les chefs d'Etat prétendre que c'est grâce à eux. Il vaut mieux tout faire ensemble, chaque chef revendique trop pour lui même. On n'a pas besoin d'exploit personnel, on a besoin d'équipe.

FI : Vous êtes courtois, vous avez rencontré Nicolas Sarkozy, qu'est ce que vous vous êtes dit ?

FB : Je ne raconte jamais ce que je dis au président, ni au Premier ministre, ni au chef de l'opposition lorsque nous nous rencontrons. Mais je trouve normal d'aller le voir quand il m'invite dans une situation aussi grave que celle de la France ; mais je ne le rends pas public. C'est lui qui en a parlé. Je veux que vous sachiez ceci : les choses sont préoccupantes ; au lieu que les responsables politiques aillent faire le procès des autres, c'est mieux qu'il acceptent de parler ensemble et d'envisager ensemble dans ces circonstances pour remettre le pays d'aplomb. C'est ainsi que je conçois ma responsabilité.

FI : Peut-être que votre électorat aimerait savoir si vous êtes tenté par une majorité présidentielle élargie ?

FB : La seule chose qui me tente, c'est que la vie politique change en France pour qu'on fasse des choses utiles et de façon plus constructive et positive. Je suis au centre enraciné dans cette famille politique, j'en ai la responsabilité et le centre c'est l'indépendance vous entendez - je répète pour que vous entendiez bien - s'il y a un centre et je pense qu'il y en a un, c'est très important, c'est l'équilibre et l'endroit où les familles politiques de tous horizons peuvent se rencontrer. Je suis le garant de cette indépendance. Pour le reste je vie avec une idée : la France doit se redresser et il faut trouver le chemin de ce redressement pour changer de cap, d'attitude politique et de médias ensemble. Pour que les Français retrouvent l'espoir.

FI : C'était donner l'importance à un troisième homme comme Nick Clegg en Grande Bretagne, arbitre des législatives...

FB : Nick est un de mes amis et j'ai beaucoup d'estime pour lui, j'espère que vous voyez la clé, ce n'est pas l'alliance. Naturellement il y aura une alliance, mais la clé c'est qu'on change pour que la vie politique devienne juste et rassembleuse ; c'est ce qu'il tente d'obtenir, il a mon soutien.

FI : Les finances de la France sont dans le rouge, un effort financier sera demandé aux hauts revenus ; est-ce que c'est bien ?

FB : Ah oui sur ce point Nicolas Sarkozy a raison. Alors on aurait pu éviter ce genre de dégradation avant, mais tant qu'il prendra de bonnes décisions, il aura mon soutien. Vous voyez bien que dans cet effondrement des finances publiques, déficit et dettes explosifs, il y a trois grands chapitres.

1er grand chapitre : les cadeaux fiscaux aux plus favorisés de la Nation et de ce point de vue, il y a à retrouver des recettes échappées.

Deuxièmement : il y a des intervention de l'Etat qu'il faut revoir.

Enfin, les comptes sociaux sont trop déséquilibrés, particulièrement sur les retraites qui sont pour moi nécessaires, vitaux et indispensables. Je veux dire à ceux qui nous écoutent, que ceux qui viennent vous voir en disant "il n' y a pas besoin de réforme des retraites" sont pour moi des illusionnistes qui nous conduisent droit au mur... et on est près du mur.

FI : Vous êtes pour un départ plus tardif à la retraite ?

FB : Je suis pour qu'on redresse les comptes. Cela ne peut pas se faire s'il y a des revenus qui échappent à la contribution, ne serait-ce que symboliquement. Deuxièmement, il y a un déficit qui est comment faire pour qu'il y ait plus de gens qui travaille que de retraités. Cela commence par rebâtir du travail en France dans 1000 secteurs d'activité agricole, agro-alimentaire, retrouver du boulot, de l'activité et de la richesse...

Il faudra bouger l'âge de la retraite : on gagne 1 trimestre d'espoir de vie par an et il me semble normal de faire un partage entre le temps que l'on consacrera au travail et à la retraite. On ne peut pas continuer à avoir comme aujourd'hui un nombre de retraités croissant qui augmente tout le temps par rapport aux actifs qui ne cessent de baisser, car cela mène à la catastrophe -et j'emploie le futur mais c'est le présent- pour payer les retraités actuels, il va manquer 30 milliards d'euros ! Alors je pense que cela vaut le coût que l'on se réveille et qu'on dise quand il faut faire des choses raisonnables, il faut les faire à condition qu'elles soient justes.

On pourrait imaginer des changements de vie parce que à la fin de la vie professionnelle, on pourrait avoir une période de transition et pas de rupture de travailler à mi-temps, avoir plus de souplesse.